

Les choses sérieuses

Ces élections législatives sont cruciales pour tous les partis. Au-delà d'une éventuelle majorité au Palais-Bourbon, ils jouent leur implantation dans le paysage.

Même si la campagne ne démarre officiellement que lundi prochain, depuis vendredi soir, tous les acteurs sont en coulisses. Le spectacle des législatives peut commencer. Pour les partis, au-delà du fait de savoir qui décrochera la majorité à l'Assemblée nationale, ce scrutin est d'une importance capitale. Les résultats conditionnent les fonds versés par l'État. Il faut se souvenir que, pour chaque candidat élu au Palais-Bourbon, l'aide publique est de 37 280 euros – soit près d'un million d'euros par an à partir de 25 députés. Les formations qui obtiennent au moins 1 % des voix dans 50 circonscriptions perçoivent par ailleurs 1,64 euro par bulletin, même si aucun de leurs représentants n'est élu. Ceci explique pourquoi les prétendants sont aussi nombreux. À l'heure où la plupart des organisations sortent de la présidentielle lourdement endettées, la conquête du nerf de la guerre reste la mère de toutes les batailles.

Dossier réalisé par
Olivier MARINO
omarino@nicematin.fr
et Lionel PAOLI
paoli@nicematin.fr

Depuis l'adoption du quinquennat en 2002, les législatives ne sont qu'une réplique de la présidentielle. Avec une constance admirable, les électeurs offrent une majorité au chef de l'État qu'ils ont choisi quelques semaines plus tôt. En sera-t-il de même le 19 juin ? On dit que l'histoire bégaie, mais ne se répète jamais. Aucun scrutin ne ressemble au précédent. Et les conditions mêmes de la victoire d'Emmanuel Macron, le 24 avril, ouvrent tout grand les champs du possible. Ce président de la République honni par une partie de la population, élu quasiment par défaut face à Marine Le Pen, peut-il se voir privé d'un gouvernement à sa botte ? Certains, comme Jean-Luc Mélenchon (LFI), en rêvent. Tour d'horizon des forces en présence.

« Ensemble » : rééditer l'exploit de 2017

Pour les macronistes, l'enjeu est simple : obtenir, une nouvelle fois, la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Avec 308 Marcheurs dans l'hémicycle, les députés LREM disposent actuellement d'une liberté de manœuvre totale. Ils n'ont même pas besoin de composer avec leurs 42 alliés du MoDem. Il n'est pas certain qu'il en sera de même au soir du second tour. Certes, les sondages promettent aux partisans d'Emmanuel Macron entre 300 et 350 parlementaires – davantage que les 289 nécessaires pour gouverner sans partage. Mais dans ce nombre, il faut différencier les élus de Renaissance (ex-LREM), du MoDem, d'Horizons, d'Agir, etc... En coulisses, chacun a négocié âprement pour préserver ses intérêts. François Bayrou a obtenu l'assurance de retrouver, peu ou prou, un groupe MoDem comparable à celui dont il dispose au

jourd'hui. Avec Édouard Philippe, les discussions ont été plus ardues. Les petites phrases du Président (« Aucune circonscription pour Horizons, ce sont des cons ! ») ont mis au jour les tensions entre le chef de l'État et son ancien Premier ministre. Ce dernier a finalement obtenu le feu vert pour présenter 58 candidats sous la bannière commune « Ensemble », avec une vingtaine de circonscriptions gagnables. Les ambitions de Philippe, qui vise implicitement l'Élysée en 2027, sont un caillou dans la chaussure de Macron. Tôt ou tard, le maire du Havre devra marquer sa différence pour éviter d'être plombé par la fin de règne du Président. Ira-t-il jusqu'à claquer la porte de la majorité ?

La Nupes : le retour de la gauche

En deux semaines, Jean-Luc Mélenchon a réalisé ce que nul n'avait réussi à accomplir depuis cinquante ans : l'union des principales forces de gauche. Une union fragile, certes. On ne compte plus les couleuvres que les négociateurs ont dû avaler, les moutons de poussière dissimulés sous le tapis ! Des communistes pro-nucléaire cohabitent avec des Verts et des Insoumis qui y sont hostiles. Les socialistes, européanistes, pactisent avec ceux qui ne songent qu'à « désobéir » aux traités de l'Union. Mais tous ont accepté de s'aligner avec le dossard de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) goupillée par l'Insoumis en chef. Le député de Marseille s'est réservé la part du lion, avec un groupe LFI qui pourrait compter jusqu'à 88 députés – 71 de plus qu'aujourd'hui ! Les Verts feraient une entrée en force au sein de la chambre basse avec 20 à 35 édiles, aux côtés des socialistes (18 à 34) et



des communistes (8 à 15). Cela ne devrait pas suffire à propulser Mélenchon à Matignon. Mais, indiscutablement, l'homme à la cravate pourpre est parvenu à redonner des couleurs à une gauche en perdition, dans une France majoritairement à droite.

LR : sauver les meubles

Après la secousse tellurique de la présidentielle, Les Républicains veulent à tout prix éviter une réplique aux législatives. Les sondages leur promettent deux fois moins d'élus qu'aujourd'hui ? « Ils se trompent », plastronne Christian Jacob. Le patron de LR fonde sa certitude sur l'ancrage local, indiscutable, de ses candidats. Sans doute conscient que la survie du parti en dépend.

RN : confirmer l'élan de la présidentielle

Après avoir obtenu le meilleur score de son histoire au second tour de la présidentielle, les « Bleu Marine » vont tenter de transformer l'essai. Le Rassemblement national pourrait quasiment décupler sa représentation au Palais Bourbon, passant de 8 à 75 sièges.

« Reconquête ! » : éviter de disparaître

Éric Zemmour n'aura-t-il été que le phénomène d'un hiver ? Le leader d'extrême droite investit 550 candidats dans 577 circonscriptions. Faute d'alliance, la presque totalité ne devrait pas franchir le barrage du premier tour. Le score du big boss, qui se présente dans le Var, sera évidemment scruté à la loupe.

peuvent commencer !

Dans le Var, la majorité présidentielle **sur la défensive**



En 2017, les candidats du nouveau Président, Emmanuel Macron, avaient pratiquement fait carton plein dans le Var, raflant six des huit circonscriptions du département. Un raz-de-marée électoral qui avait balayé les élus UMP de 2012, devenus LR. Des inconnus, à l'image d'Émilie Guérel dans la 7^e circonscription, avaient envoyé au tapis dès le premier tour des barons locaux comme Jean-Sébastien Vialatte, maire de Six-Fours-les-Plages. Seuls Geneviève Levy et Jean-Louis Masson, avant qu'il ne cède son fauteuil à Édith Audibert, avaient résisté. C'était il y a cinq ans, une éternité. Les chasseurs LREM sont devenus les chassés par un Rassemblement national qui n'a jamais été aussi fort. La droite républicaine, hégémonique il y a dix ans, pourrait disparaître de l'échiquier législatif varois. Incroyable, mais vrai. Une recomposition qui s'est accélérée avec la bascule du maire de Toulon, Hubert Falco, du côté de la macronie. Il a entraîné avec lui des dizaines de maires, semant une schizophrénie politique dont tout le monde, notamment dans la métropole de Toulon, tait les maux. S'ajoute à ce cocktail détonant l'iconoclaste Éric Zemmour, autoparachuté dans la 4^e circonscription, ce qui fait du Var un département scruté de très près au niveau national. Décryptage.

■ Assez d'essence pour Renaissance ?

Comme le phénix, la majorité présidentielle, rebaptisée Renaissance, espère renaître des cendres de LREM pour rééditer l'exploit de 2017, mais dans le Var, tout ne pourrait pas se passer



Sereine Mauborgne (LREM), la députée sortante de la 4^e circonscription, devra écarter Éric Zemmour (« Reconquête ! ») et Philippe Lottiaux (RN) pour conserver son siège. (Photo V. L. P.)

comme imaginé au niveau national. Les « gilets jaunes » sont passés par là : la mobilisation contre l'essence trop chère a été très importante dans le département, avant de se transformer en une contestation généralisée contre la politique du Président en général, et la campagne de vaccination face à la Covid-19 en particulier. Valérie Gomez-Bassac et Fabien Matras, les députés sortants des 6^e et 8^e circonscriptions, auront fort à faire sur leurs terres, où l'extrême droite a enregistré des résultats assez incroyables au second tour de la présidentielle. Dans le Var, Marine Le Pen a battu assez sèchement Emmanuel Macron, avec 57 % des suffrages. Idem pour le député Modem sortant de la 5^e. À Fréjus, ville du mariniste David Rachline, Philippe-Michel Kleisbauer sera opposé à la députée européenne Julie Lechanteux. Tout sauf simple. Le RN est ainsi

en position d'élire plusieurs députés, des années après Yann Piat et Jean-Marie Le Chevallier.

■ À Toulon, la « team » Falco à la manœuvre

Dans la métropole toulonnaise, Hubert Falco est parvenu à ses fins. Imposer ses candidats estampillés « Horizons » : Yannick Chenevard qui a espéré un temps l'investiture LR dans la 1^{re}, et Ange Musso, le maire du Revest, dans la 2^e. Ils ont beau supporter le Président, pas question de frayer avec les anciens ennemis, devenus alliés de circonstance, de La République en marche. Ouste, donc, la députée sortante de la 2^e, Cécile Muschotti, sauvée sur intervention du Président et expédiée dans la 7^e circonscription. C'est Émilie Guérel, l'élue de Bandol, qui n'aura pas su s'imposer pendant cinq ans, qui en fait les frais. Cela entraîne quelques situations cocas-

ses, où l'on voit sur les réseaux sociaux les porte-flingues du maire de Toulon prendre la défense à demi-mot de la jeune députée honnie du maire de Toulon face aux attaques de ses anciens amis LR.

■ LR et la Nupes cherchent des leaders

À droite, les LR qui restent vaillants ne sont plus légion. Les cadors, Jean-Louis Masson, Jean-Pierre Giran et Frédéric Masquelier ne sont pas sortis du bois, et des seconds couteaux ou des jeunes pousses ont été envoyés au front. Quant à la gauche, elle a réussi la prouesse de s'entendre presque partout mais, en perdition depuis des années dans le Var, elle ne présente aucun candidat avec un leadership reconnu. Tous partis confondus, elle n'a pas dépassé les 21 % au 1^{er} tour, soit le score de Mélenchon au niveau national.

■ L'attraction Zemmour

Reste l'inconnue Zemmour ! Toute l'attention sera focalisée sur la 4^e circonscription. C'est ici que le leader de « Reconquête ! » a finalement décidé de se présenter. L'ancien polémiste, défait à la présidentielle avec 7,07 % des voix, a obtenu l'un de ses meilleurs scores à Saint-Tropez : 22,42 %. Il aura toutefois de grandes difficultés à s'imposer dans un secteur gagné par LREM en 2017, et où Marine Le Pen a engrangé deux fois plus de suffrages que lui. L'ex-star de CNews sera notamment opposée au RN Philippe Lottiaux et à la sortante Sereine Mauborgne, qui à l'occasion, en battant Zemmour, de s'offrir une destinée nationale.

Ciotti joue gros dans les A.-M.

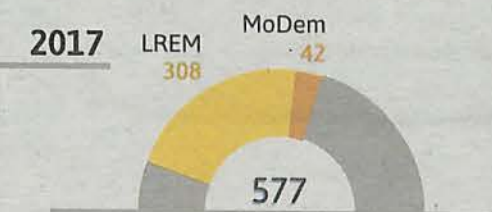
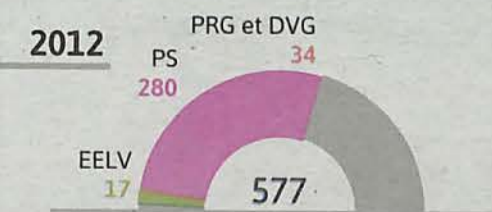
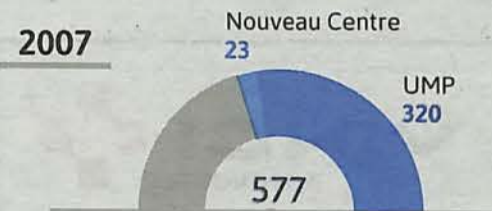
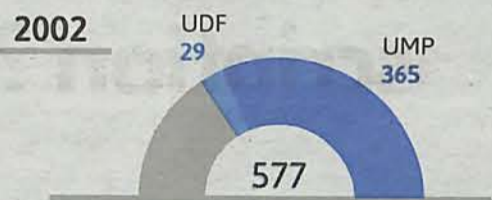
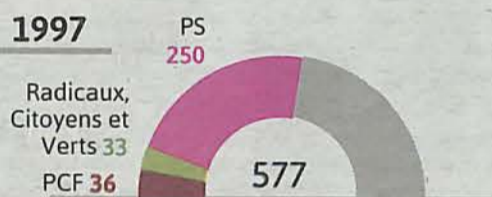
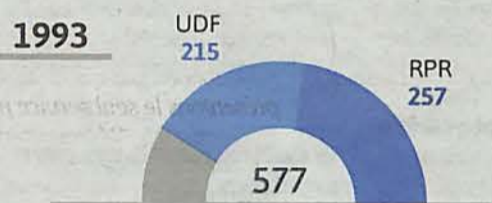
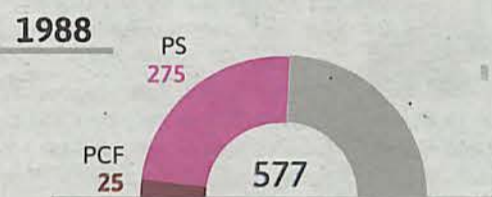
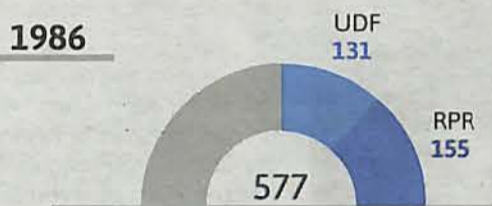
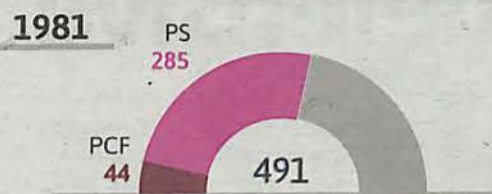
Les Républicains auront les yeux braqués sur la 1^{re} circonscription des Alpes-Maritimes, où leur sortant Éric Ciotti joue gros. Plus gros que les autres. Son siège, bien sûr, mais aussi l'assise politique de sa ligne très droite face à la macronie à Nice. Surtout, le patron de la puissante fédération LR azurienne, co-finaliste avec Valérie Pécresse lors de la primaire du parti de Christian Jacob, va mesurer, premier test, ses chances de ravir la mairie de Nice à Christian Estrosi en 2026. Il en rêve depuis 2017. Il avait laissé planer le doute sur sa candidature jusqu'à trois mois des municipales de 2020, avant de faire marche arrière.

Élections LÉGISLATIVES

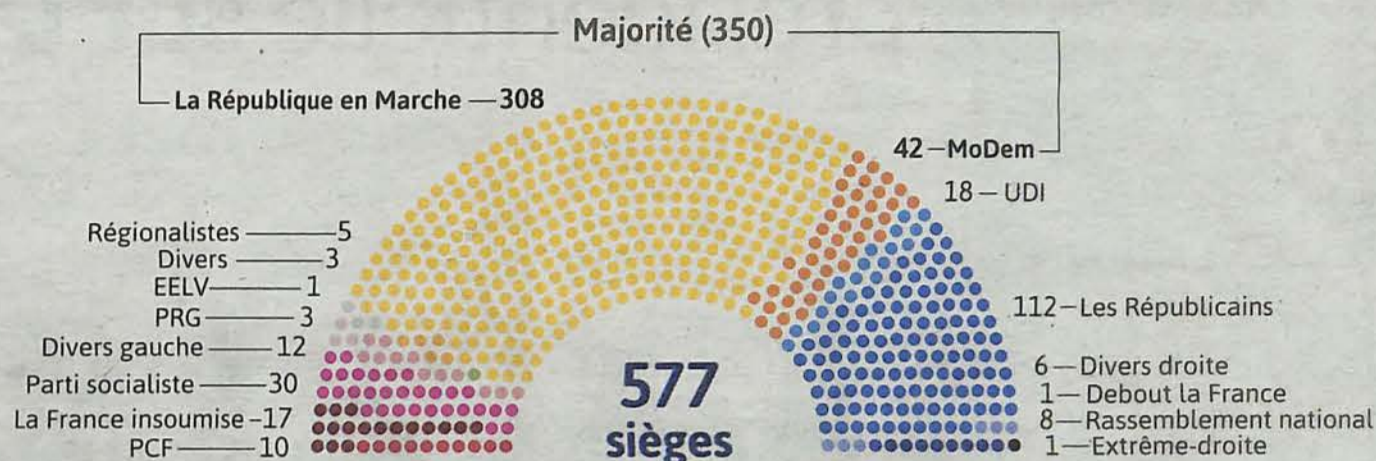
LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2022

Les électeurs sont appelés aux urnes le dimanche 12 et le dimanche 19 juin 2022 afin d'élire les 577 députés qui siègeront à l'Assemblée nationale pour les cinq prochaines années. En 2017, lors des dernières élections législatives, 308 députés La République en Marche avaient été élus.

LES MAJORITÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DEPUIS 1981



LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2017



LE MODE DE SCRUTIN

Les 577 députés sont élus par les citoyens au suffrage universel direct, au scrutin majoritaire à deux tours par circonscriptions.



Triangulaires et quadrangulaires
Au second tour, des triangulaires voire des quadrangulaires sont possibles. Outre les 2 candidats arrivés en tête au 1^{er} tour, pourront se maintenir au 2nd tour ceux qui ont obtenu 12,5% des suffrages des électeurs inscrits.

LE CALENDRIER EN MAI ET JUIN 2022



LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

- **Pouvoir législatif**
 - Élaboration des propositions de loi.
 - Débat en commission puis en séance publique.
 - Vote des lois.
- **Contrôle de l'action du gouvernement**
 - Questions au gouvernement.
 - Motion de censure et question de confiance.
 - Commission d'enquête.
 - Contrôle et évaluation.

Le rôle d'un député

Contrairement à une idée reçue, le député ne représente pas uniquement sa circonscription mais la France entière. Il détient un mandat national : c'est en pensant aux intérêts de tous les Français, où qu'ils vivent – y compris, depuis le début de la XIV^e législature, les Français résidant à l'étranger – qu'il doit prendre ses décisions, notamment lors du vote des lois.

